

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boîte Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

2^e ANNEE N° 53
JEUDI 26 MARS 1970

A L'OFFENSIVE pour imposer la libération immédiate des marxistes-léninistes emprisonnés !

CI-CONTRE PATRICK BERNIER

Patrick BERNIER. 22 ans. Professeur au lycée technique du Mans, après avoir suivi des études de philo à Nanterre. Syndiqué au S.N.E.S. Militant M.-L.

Son arrestation arbitraire a provoqué un mouvement de grève dans son établissement et parmi les enseignants de la Sarthe.

Il faut signaler la détermination militante de notre camarade et son attitude irréprochable de communiste devant les flics comme un exemple pour tous les marxistes-léninistes.

— 5 camarades sont emprisonnés à la Santé depuis 6 semaines.

— 2 nouvelles arrestations et condamnation à deux mois de prison ferme la semaine dernière (voir page 3).

— Multiples inculpations en cours.

Quelle doit être l'attitude des révolutionnaires ?

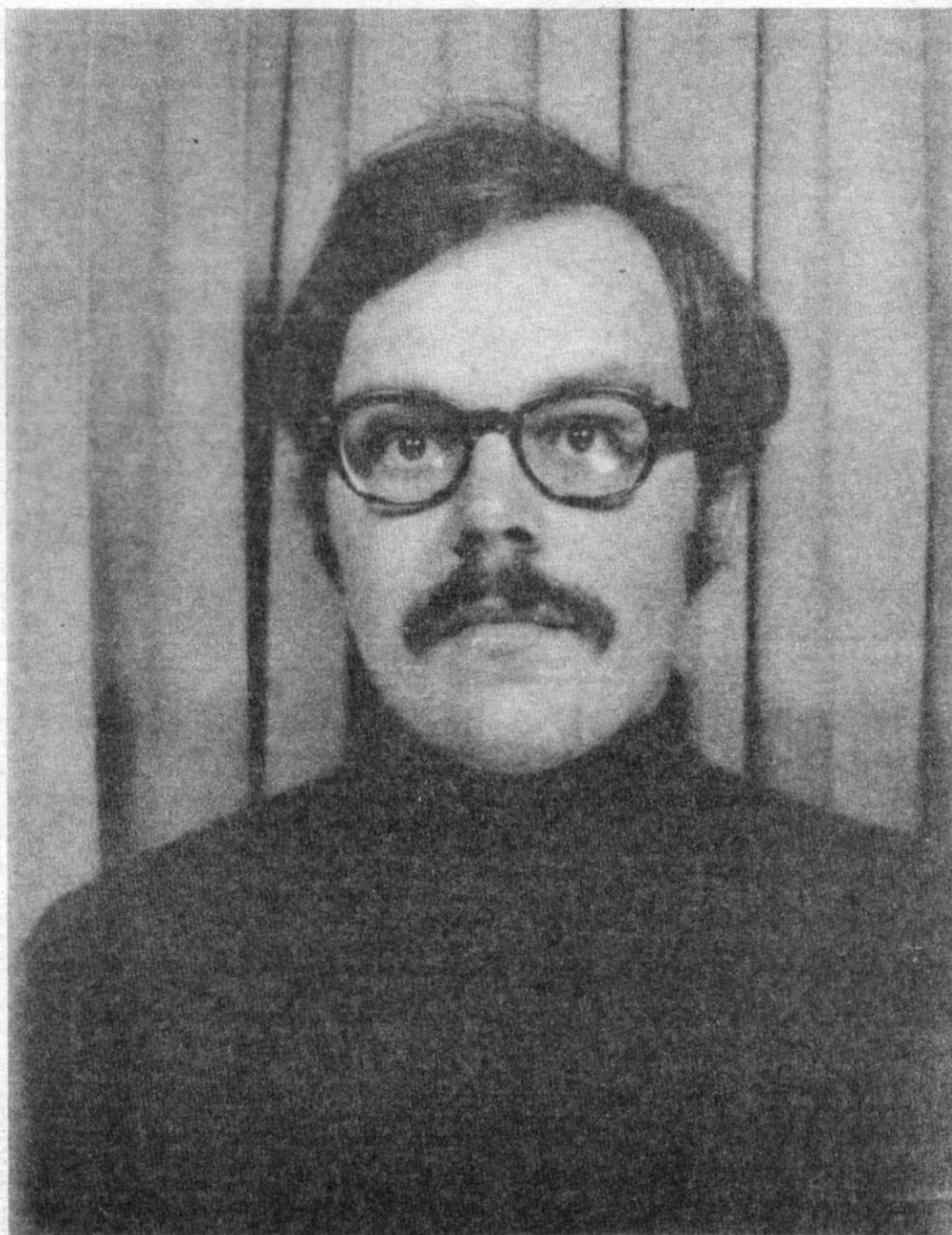
Chacun doit se sentir lui-même emprisonné, doit renforcer sa détermination idéologique et agir pour la libération des emprisonnés : partout où il se trouve, il doit populariser :

— les idées révolutionnaires pour lesquelles luttent ces camarades ;

— leur attitude ferme face à la répression ;

— arracher le masque hypocrite de l'Etat des monopoles qui crie : « Démocratie » alors que ses méthodes prouvent qu'il se fascise chaque jour davantage.

Tous à l'action pour imposer la libération immédiate des camarades Jean Thriot, Patrick Bernier, Alain Filou, André Marie et Bernard Rey.



SEMAINE DE LUTTES

● **COKERIES ET CENTRALES THERMIQUES DES HOUILLERES DE LORRAINE** : 2 000 mineurs sont en lutte depuis le 10 mars pour une augmentation du salaire de base et le maintien de la majoration de 100 % pour le travail du dimanche. A la suite des propositions insuffisantes de la direction des charbonnages, les mineurs accentuent leur mouvement en continuant à diminuer la production jusqu'à la grève totale.

● **SOCIETE NATIONALE DE L'INDUSTRIE AEROSPATIALE (S.N.I.A.S. ex. SUD-AVIATION) A CHATEAU-BOUGON** : depuis le 12 mars, 4 militants syndicalistes font la grève de la faim pour exiger le rétablissement de la pré-retraite. Chaque jour, les ouvriers débrayent et manifestent dans les ateliers. Jeudi 19 mars, les ouvriers ont manifesté dans les rues.

● **ENTREPRISE TUZINI (bâtiment) A PARIS** : 3 000 salariés sont en grève depuis le 11 mars pour une augmentation uniforme des salaires, la garantie de l'emploi et le 13^e mois.

● **ETABLISSEMENTS SIMON A CHERBOURG** : 270 salariés sont en grève depuis le 6 mars pour une augmentation uniforme des salaires de 0,40 F de l'heure.

● **AIR-FRANCE, AEROPORT DE LYON-BRON** : grève du personnel au sol. Les grévistes protestent contre les licenciements de 56 employés contractuels sur un effectif de 156 personnes. Les employés des services commerciaux d'Air-France à Lyon, se sont solidarisés avec les grévistes, et mercredi, l'on comptait 300 grévistes.

● **E.P.A. (FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES)** : contre les licenciements de 150 enseignants et employés. La grève se poursuit depuis le 10 mars.

● **A LA MURE (Isère)** : 2 000 personnes du plateau Mathesins manifestent dans les rues de la ville, le 14 mars, pour le maintien de l'activité houillère. Cette mine doit fermer avant 1975.

LUNDI 16 MARS

● **PRESSE** : grève de 24 heures des journalistes de tous les quotidiens. Aucun journal n'est paru ce jour. Leurs revendications portent sur l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail : la semaine de 5 jours, la garantie de l'emploi.

MARDI 17 MARS

● **FENWICK A SAINT-OUEN** : débrayages pour les salaires.
● **S.N.I.A.S. (ex. SUD-AVIATION) A SAINT-NAZAIRE** : débrayage des horaires et mensuels pour la parité des salaires avec Paris, le maintien des avantages acquis, la pré-retraite à 60 ans. A l'usine de Bouguenais, des débrayages ont lieu pour les revendications, dont la réduction du temps de travail.

● **R.A.T.P. ATELIER DE CHOISY** : arrêt de travail.
● **P. et T., CENTRE DE TRI DE PARIS-EST, PARIS-SAINT-LAZARE, PARIS-NORD, PARIS-SUD-EST, PARIS-CLIGNAN-COURT, PARIS-AUSTERLITZ, PARIS-BRUNE** : arrêt de travail pour exiger un samedi de repos toutes les quatre semaines au lieu de toutes les 8 semaines.

● **FACULTE DE DROIT DE PARIS** : des révolutionnaires occupent le bureau du doyen Verdier.

● **LYCEE BUFFON A PARIS 15^e** : fermeture du lycée par le recteur de l'académie de Paris à la demande du proviseur du lycée. Une réunion devait être organisée, ce jour, par des élèves et des professeurs sur « la liberté d'expression dans l'armée » et « la libération des soldats emprisonnés ». Marcellin La Matraque avait interdit cette réunion. La bourgeoisie aux abois, ne permet même plus les réunions sur

les thèmes choisis par le peuple et prononce des décisions brutales. Elle interdit tout ce qui la gêne.

MERCREDI 18 MARS

● **SOCIETE DUPONT (Fabrique de briquets) à Viuz-par-Faverge (Haute-Savoie)** : 150 salariés décident la grève illimitée avec occupation pour l'augmentation des salaires.

● **S.N.E.C.M.A. Billancourt** : grève des caristes (tous travailleurs immigrés) toute la journée pour les salaires.

● **R.A.T.P. ATELIER DU R.E.R. à Boissy-Saint-Léger** : grève des manœuvres et des chaudronniers pour leurs salaires.

● **COMPAGNIE INTERNATIONALE DES WAGONS-LITS A L'AEROPORT DU BOURGET** : grève du personnel des bars et restaurants pour leurs revendications.

A l'aéroport du Bourget : grève du personnel des bars et restaurants qui manifeste dans le hall de l'aérogare pour les salaires, pour une convention collective.

● **FACULTE DES SCIENCES D'ORSAY** : des étudiants révolutionnaires occupent le bureau du doyen. Ils réclament la libération de leurs deux camarades condamnés lundi à deux mois de prison et 500 F d'amende chacun.

JEUDI 19 MARS

● **BERLIET-VENISSIEUX** : les débrayages se poursuivent dans plusieurs ateliers.

● **BABCOCK-ATLANTIQUE à la Courneuve** : débrayage.
● **S.N.I.A.S. à La Courneuve** : débrayage pour une nouvelle grille de salaires.

● **HISPANO à Bois-Colombes** : débrayages dans 14 ateliers ainsi que les employés du service comptabilité pour les revendications.

● **SOCIETE DE FONDERIE ET ACIERIE DU CREUSOT (S.F.A.C.)** : grève de 24 heures pour les revendications.

● **PAPETERIE LA CHAPPELLE-DARBLAY à Corbeil-Essonnes** : Arrêt de travail pour une augmentation horaire de 0,20 F.

● **R.A.T.P. ATELIER DE CHOISY** : les ouvriers débrayent 24 heures. Les ouvriers de l'atelier de la Villette débrayent 3 heures.

● **INSTITUT GEOGRAPHIQUE NATIONAL** : les artistes cartographes sont en grève pour 48 heures. Ils demandent la prise en considération de leur problème statutaire. En effet les artistes cartographes sont régis par des textes datant de 1941.

VENDREDI 20 MARS

● **AIR-EQUIPEMENT, USINE DE BASLY à Asnières** : les 750 ouvriers poursuivent les débrayages. A l'usine de Blois les débrayages continuent. Les travailleurs de ces usines réclament l'amélioration des salaires, la réduction du temps de travail, la mensualisation, etc.

● **COMPAGNIE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'AGGLOMERATION LYONNAISE** : grève de 24 heures, pas un véhicule n'est sorti des dépôts.

● **R.A.T.P. Ligne 1 Château de Vincennes-Neuilly** : les conducteurs et agents de service arrêtent le travail un quart d'heure. Ils réclament l'amélioration du service des dimanches des roulants.

● **SAPEURS-POMPIERS DE BORDEAUX** : grève pour la réduction du temps de travail.

● **NAVIGATION AERIEENNE A ORLY, ATHIS-MONS, AIX-EN-PROVENCE, BORDEAUX** : les contrôleurs de vols pratiquent la grève du zèle, ce qui entraîne des retards aux départs et atterrissages des avions. Ces travailleurs réclament le respect du droit syndical, le rétablissement du droit de grève, l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail.

En avant vers les 15 Millions

	Total précédent	108 513,50 F
Un médecin Paris	1 000	F
Les amis de l'H.R. (mars)	Strasbourg	400 F
Comité de soldats	Strasbourg	100 F
C.D.H.R. Guy Mocquet	Paris	100 F
Pour un 16 pages permanent et un 24 pages le 1 ^{er} mai	Rennes	102 F
Une ouvrière	Rennes	4 F
C.D.H.R.	Decazeville	10 F
J.V.	Jarnac	20 F
Un lecteur d'HR pour les 15 millions rapidement permettant un 16 pages permanent et un 24 pages pour le 1 ^{er} mai	Rennes	4 F
»	Rennes	10 F
Diffuseurs H.R.	Anancy	40 F
Un normalien militant	Albert	10 F
Un étudiant M.L.	Censier	50 F
C.D.H.R. Pernety	Paris	350 F
C.D.H.R. Saint-Maur (mars)	Paris	415 F
Groupe de diffusion H.R. du centre national de l'enseignement technique	Cachan	150 F
C.D.H.R. Brune	Paris	200 F
Un lecteur ouvrier	St-Maur	4 F
Un C.D.H.R.	Lyon	60 F
Un militant H.R.	Aix-en-Provence	100 F
C.D.H.R.	Orsay	700 F
C.D.H.R. (janv., fév.)	Agen	130 F
C.D.H.R.	Tours	59 F
C.D.H.R.	Le Mans	10 F
C.D.H.R.	Aubagne	30 F
M.S. pour le 1 ^{er} anniversaire de l'H.R.	Grenoble	50 F
Anonyme	Paris	120 F
V.G.	Troyes	15 F
C.D.H.R. Norman-Béthune	Paris 14 ^e	260 F
Total général		113 069,50 F

Le secours rouge ne peut passer cette semaine faute de place

Pourquoi cet « H.R. » sur 8 pages?

Camarades,

Depuis la parution de l'Humanité Rouge, nous avons constaté, voilà un an, qu'au moment des vacances scolaires et universitaires (Pâques et Noël) et des grandes vacances la diffusion de l'Humanité Rouge connaît une certaine baisse dans sa diffusion, tant au niveau militant, qu'au niveau des diffusions N.M.P.P. Cette année encore de nombreux C.D.H.R. nous ont demandés une réduction importante de leurs envois habituels.

Nous avons constaté également que pendant ces périodes l'abondance du courrier est en régression dû à l'absence de certains militants, alors que la lutte de classe continue, que les travailleurs subissent toujours la même exploitation.

Nous avons envisagé de continuer à paraître sur 12 pages, en diminuant le tirage, mais cela ne correspondait pas à une juste politique. Le prix du papier n'a aucun rapport avec les frais de la composition et de la mise en page. La composition étant d'un prix de revient de beaucoup plus importante que le prix du papier.

Pour ces raisons, le Comité de rédaction de l'Humanité Rouge, ne voulant pas aggraver le déficit de notre journal marxiste-léniniste qui ne vit que par sa diffusion militante et d'autre part par la souscription nationale engagé voilà plus d'un an, a jugé juste pour ce numéro sa parution sur 8 pages.

Cette parution n'étant que provisoire nous demandons en tant que marxistes-léninistes à tous les camarades diffuseurs de penser que la lutte de classe continue pendant ces « vacances », et que dès maintenant, tous les militants diffuseurs marxistes-léninistes se mobilisent pour assurer la diffusion d'un douze pages normal.

Plus que jamais mobilisons-nous pour faire pénétrer dans les masses l'idéologie prolétarienne.

Comité de Rédaction de l'Humanité Rouge.

Le local de l'« Humanité Rouge » agressé !

Le local de « l'Humanité Rouge » a été attaqué dans la nuit du 19 au 20 mars. La porte a été forcée. Des documents rédactionnels et politiques, des adresses, le tampon H.R. et une somme importante, ont été dérobés. Il est bien établi que cet acte montre le développement de la lutte des classes. Il est hors de question d'accuser un éventuel rôdeur, ni un problème « rat de local ». Il s'agit d'une attaque politique de l'ennemi de classe.

C'est au moment où notre journal et les forces marxistes-léninistes sont en butte à la répression de l'Etat des monopoles, parce qu'ils mènent le combat sur une ligne fondamentalement juste, malgré des faiblesses et des imprécisions, que des éléments malsains essayent de nous saper et de semer la confusion dans nos rangs. Ils subiront une riposte vive et un échec lamentable.

La lutte des classes doit se mener avec vigueur et fermeté à tous les niveaux. Notre journal et nos forces marxistes-léninistes sont directement sous le feu de cette lutte. Etre attaqué par l'ennemi est une bonne et non une mauvaise chose, disons-nous souvent. Et la bourgeoisie, par ses attaques haineuses démontre que notre force modeste encore, lui fait obstacle :

— Les camarades séquestrés depuis de longues semaines par l'ordre bourgeois pour le simple fait de vouloir avidement la fin du régime de l'exploitation de l'homme par l'homme ;

— les arrestations sans fondement et procès-bidons dans tous les coins de France, partout où le prolétariat et ses alliés se lèvent pour imposer leurs droits à la vie comme à Nancy, Le Mans, Versailles, Orsay, Paris (20^e)... ;

— les contrôles d'identité arbitraires de nos sympathisants diffusant notre presse ou nos idées par tracts et affiches ;

— les provocations policières qualifiées hypocritement de « violence à agents » ;
— la répression fascisante dans les usines, dans les facs et les rues.

Autant de faits montrant clairement qu'entre nous et l'Etat des monopoles, qu'entre nous et la classe bourgeoise, les contradictions sont antagoniques. Nous ne pourrions jamais imposer nos droits sans leur écrasement total, écrasement violent, nécessaire et inévitable. Mais cette lutte sans répit, victorieuse de toute façon, sera très longue. Nous devons être enthousiaste et sans pitié, mais aussi patient.

La bourgeoisie a des alliés objectifs encore puissants. Le révisionnisme moderne, s'il est historiquement condamné, n'en a pas moins idéologiquement et organisationnellement des racines profondes et des possibilités dont nous devons tactiquement tenir grand compte. La violence contre-révolutionnaire qu'utilisent les révisionnistes ou les hommes qu'ils trompent, contre nos militants, la main dans la main avec les flics en civil à Montreuil ou sur d'autres marchés parisiens, d'autres villes de France, dans les facultés, comme à Orsay, sont autant de preuves de leur faiblesse, mais de la volonté de garder leurs positions volées à la confiance de la classe ouvrière. Notre tâche principale d'arracher la classe ouvrière au révisionnisme, de lui rendre confiance en l'organisant, n'en est qu'à son début. Et dans cette tâche, nous rencontrons des ennemis, nous les détruirons inévitablement, si nous nous renforçons, nous cimentons sur des bases claires, si nous rectifions toujours nos faiblesses, nos erreurs, pour mieux atteindre la cible, l'Etat des monopoles et leurs alliés objectifs. Si nous prenons en main nos tâches fermement.

L'agression de l'H.R. ne pourra que nous renforcer dans notre détermination.

ÉDITORIAL

Conquérir la confiance des Travailleurs

Depuis plus d'un an maintenant, l'« Humanité Rouge » s'est faite le porte-parole des militants ouvriers d'avant-garde, popularisant leurs luttes, et s'efforçant d'en tirer des enseignements valables pour l'ensemble du mouvement ouvrier.

Pour les travailleurs, soulevés par un immense espoir lors de la tempête révolutionnaire du printemps rouge de 1968, et déçus par les politiques contradictoires en apparence, mais identiques en réalité, de toutes les centrales syndicales complices de l'Etat des monopoles, une question se pose: Que faire? L'Humanité Rouge s'est employée à populariser les luttes victorieuses menées par les travailleurs. Quelquefois, ces luttes ont été menées dans le cadre de syndicats appartenant aux centrales révisionnistes ou réformistes, par des militants C.G.T. ou C.F.D.T. honnêtes, aidés par le soutien critique fraternel de militants marxistes-léninistes, leurs compagnons de travail. En d'autres circonstances, ces luttes ont été menées sous l'impulsion d'un comité de base ou d'un comité d'action, sans les syndicats et parfois contre eux.

L'H.R. s'est employée également à percer à jour les ruses des révisionnistes et autres réformistes qui, au moyen de grèves « contre-feux », de fractionnement catégoriel, de « magouilles » avec les patrons derrière le dos des grévistes, — sont parvenus et parviennent encore (la dernière grève des cheminots l'a montré) à casser les luttes ouvrières, puis à signer au nom des travailleurs des accords de trahison, comme la C.F.D.T. et F.O. à l'E.G.F., ou la C.G.T. chez Berliet.

En Mai 68, beaucoup de travailleurs tenaient pour acquis l'effondrement rapide des bonzes à la Séguy-Descamps-Bergeron et de leurs appareils. Aujourd'hui, découragés par la solidité apparente de ces appareils, écœurés de voir les mêmes bonzes pérorer et se pavaner à l'O.R.T.F., certains d'entre eux ont parfois tendance à jeter le manche après la cognée et à se dire que: « Les ouvriers ne comprendront jamais ».

Par ailleurs, il ne manque pas de donneurs de leçons petits-bourgeois pour claironner que tout syndicalisme est « réformiste par essence », que toute lutte économique est « récupérable » par la bourgeoisie, etc...

Dans cette situation, la position des marxistes-léninistes est dépourvue de toute ambiguïté.

Pour eux, l'important est ce qui naît et se développe, et non ce qui dépérit et meurt. Dans le mouvement ouvrier, ce qui naît et se développe actuellement, ce sont les idées révolutionnaires, l'aspiration à une centrale syndicale unitaire et révolutionnaire, rassemblant l'immense majorité des travailleurs pour l'assaut final contre les monopoles. Ces idées, cette aspiration, les marxistes-léninistes les considèrent comme justes et se

fixent comme but de les faire passer dans la réalité, dans les meilleurs délais possibles.

Le réformisme, le révisionnisme disposent d'appareils syndicaux puissants, d'une armée de permanents et de semi-permanents payés le plus souvent par la bourgeoisie (soit directement comme à la S.N.C.F., soit par divers biais légaux). Les dirigeants réformistes et révisionnistes sont aujourd'hui comme en 1920 ce que Lénine appelait « les véritables agents de la bourgeoisie, les commis ouvriers de la classe des capitalistes ».

Préface à l'Édition Française de « l'Impérialisme, stade suprême du Capitalisme. »

C'est pourquoi ils disposent également de l'appareil de propagande de l'Etat des monopoles, chaque fois que ce dernier le juge nécessaire.

Ils disposent enfin d'un capital de confiance, certes amoindri, mais encore considérable, notamment grâce au dévouement de nombreux militants syndicaux de la base, honnêtes mais non encore démystifiés. Mais réformisme et révisionnisme, puissants en apparence, sont faibles en réalité, et la théorie du tigre de papier leur est applicable à 100 %.

Face à leurs appareils, en effet, les militants ouvriers révolutionnaires peuvent paraître peu nombreux, encore que leur nombre s'accroisse sans cesse.

Ces militants ne disposent, bien évidemment d'aucune des « facilités » consenties aux bonzes « intégrés » par la bourgeoisie. Ils doivent faire face à la triple répression policière, patronale et révisionniste. C'est pourquoi ils ne doivent pas prendre leurs désirs pour des réalités et croire que leurs luttes seront promptement victorieuses.

Cependant, leur victoire est inéluctable, parce qu'ils luttent pour des idées justes. C'est en ce sens qu'à terme, ils sont la force qui rassemblera les larges masses populaires pour l'assaut final contre le capitalisme exploiteur.

Mais encore faut-il qu'ils conquièrent la confiance de l'immense majorité des travailleurs. Et cette confiance, ils ne pourront la conquérir uni-

quement par de grandes phrases sur le socialisme, hors de toute action concrète pour l'aboutissement des revendications immédiates de la classe ouvrière.

C'est une chose de rejeter le réformisme ancien ou nouveau, qui limite ses perspectives à des marchandages sans principes avec le capital, mais c'est autre chose de renoncer à toute lutte pour la défense et l'amélioration des conditions de vie et de travail des ouvriers et des employés. Nous renvoyons ceux qui taxent une telle attitude de néo-réformisme, à cette citation de Rosa Luxemburg, — dont l'actualité reste entière :

— « La lutte quotidienne pour les réformes, pour l'amélioration de la situation du peuple travailleur, sur le terrain même du régime existant, pour les institutions démocratiques, constitue... la seule voie pour engager la lutte de classe prolétarienne et travailler dans le sens du but final, c'est-à-dire la conquête du pouvoir politique et la suppression du salariat. Entre les réformes sociales et la révolution, il existe pour la social-démocratie un lien indissoluble, la lutte pour les réformes étant pour elle le moyen, mais la révolution sociale le but. (R. Luxemburg, Réforme Sociale ou Révolution).

Les luttes impulsées par les militants ouvriers marxistes-léninistes se sont en général situées dans ces perspectives. Mais tout est loin d'être clair à ce sujet dans l'esprit de tous les militants de l'avant-garde.

C'est le rôle de l'H.R. de populariser les expériences positives, de faire le bilan des actions au fur et à mesure de leur développement, et d'aider les militants de l'avant-garde à allier la vérité universelle du marxisme-léninisme à la pratique concrète de la lutte révolutionnaire dans les usines, les chantiers, les magasins, bref sur les lieux même où les travailleurs et le capital s'affrontent classe contre classe.

Cette tâche, l'H.R. la mènera à bien, malgré tous les obstacles, si elle bénéficie du concours des militants révolutionnaires et des travailleurs les plus avancés.

Abonnez-VOUS...

Nom	abonnement ordinaire :
Prénom	20 F pour 6 mois
Adresse	40 F par an
.....	abonnement de soutien :
.....	40 pour 6 mois
.....	80 par an
C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »	abonnement pour
30226.72 Centre La Source	l'étranger (par avion) :
	120 F par an

**Des sots, des pierres et des boomerangs...
Deux marxistes-léninistes d'Orsay emprisonnés**

Samedi 14 deux camarades d'Orsay, Paul Caggini et Christian Lavault, sont lâchement agressés et arbitrairement arrêtés à l'intérieur du métro Palais-Royal par des flics en civil pour « port d'armes : une barre de fer et quelques pierres » au dire de la justice bourgeoise qui prétend leur infliger 2 mois ferme en flagrant délit. Cette justice qui laisse les C.D.R. se promener impunément armés de fusils et de revolvers, et qui les a couverts lors d'agressions à main armée (Speller à Paris) et même lors d'assassinats (pas de prison pour le meurtrier de Marc Lanvin à Arras). Sans parler des crimes impunis de leur ignoble police (Gilles Tautin à Flins et les deux camarades de Sochaux).

POURQUOI CETTE REPRESSION DE PLUS EN PLUS FEROCÉ ?

Chaque jour dans les usines, les quartiers, les campagnes, les lycées,

les facultés, sur les routes, des grèves, des manifestations, explosent. Les carcans « gnan-gnan » (sic) craquent et la bourgeoisie panique, et Pompidou déclare en substance « Les révolutionnaires vont en prendre plein la gueule et je vais les foutre en « cabane ».

EN REALITE IL LANCE UN BOOMERANG

A Orsay : trois jours de meeting, manifestations, débrayages, occupation des bâtiments administratifs, les étudiants, ouvriers, techniciens, enseignants, chercheurs mobilisés comme en Mai 68 ; la bourgeoisie affolée place une quinzaine de cars de flics en permanence autour de la fac tandis que dans la fac ses alliés du P.C.F. se chargent de « maintenir l'ordre ». Ils protègent au coude à coude avec tous les réactionnaires, le doyen contre les « provocateurs gauchistes ». D'ailleurs les respon-

sables de l'U.E.C. et du P.C.F. ont traité nos camarades de « crapules fascistes » et de « voyous ». Ils ont poussé l'audace jusqu'à convoquer un meeting contre les « provocateurs » (les révolutionnaires), mais leur boomerang à eux leur est revenu encore plus vite dans la gueule : le meeting s'est transformé en manifestation pour la libération de nos camarades, alors la bourgeoisie a appelé ses autres flics, en uniformes.

LE MOUVEMENT N'A POURTANT PAS ATTEINT L'AMPLEUR QU'IL AURAIT PU

1) Les révisionnistes peuvent encore trahir parce qu'ils usurpent le prestige du P.C.F. et de la C.G.T. d'avant-guerre. Tout le monde ne comprend pas en un jour la trahison. Beaucoup, la grande majorité des travailleurs sentent que ça ne va plus, des militants C.G.T. ont refusé d'afficher les communiqués contre les « provocations ». Ils cherchent, ne

savent pas sur quel pied danser et attendent aussi que les révolutionnaires fassent leur preuve.

- 2) Les hésitations de certains camarades encore peu expérimentés qui s'aguerriront dans la lutte.
- 3) Les vacances de Pâques sont tombées à point pour la bourgeoisie.

**LA VAGUE REFLUE
MAIS LA MAREE MONTE**

Nous mettons à profit les vacances de Pâques pour préparer des luttes encore plus fortes à l'intérieur et à l'extérieur de la fac. La classe ouvrière et les masses populaires voient plus clair après chaque lutte, rejeteront les traîtres et se lanceront un jour de toutes leurs forces vers la révolution.

Dans l'immédiat les étudiants et travailleurs de la fac « bien sage » d'Orsay sont décidés dès la rentrée à TOUT FAIRE POUR LIBERER NOS CAMARADES !



FRONT OUVRIER

NICE : APPEL AUX TRAVAILLEURS HOSPITALIERS

La Commission Ouvrière départementale pour la formation des Comités de Base, dénonce la situation scandaleuse dans laquelle se trouve depuis dix ans M. Yvorra Charles, employé des hôpitaux au C.H.R. de Nice.

Depuis dix ans, le pouvoir et l'administration ont littéralement persécuté une famille entière, la réduisant à la misère et même à la famine, la poussant pratiquement au suicide.

Tout a commencé le 13 août 1960, par un grave accident de service (fracture du fémur et traumatisme cranien). Comme à son habitude, l'administration a essayé et essaye encore de ne pas reconnaître l'accident de service, POUR DECHARGER SA RESPONSABILITE ET EVITER DE PAYER LES INDEMNITES.

La bourgeoisie agit comme elle le fait toujours : dès qu'un travailleur ne peut plus lui servir, elle le rejette comme une vieille machine hors d'usage, elle ne veut plus en entendre parler. Et si le travailleur ose se défendre, même sur le plan de la légalité bourgeoise, alors, C'EST LA REPRESSION ; tous les moyens sont bons pour le faire lâcher ou le faire crever.

M. Yvorra, devenu handicapé physique à la suite de son accident, est père de cinq enfants, dont deux handicapés (l'un d'eux est irrécupérable).

Au lieu de régler son cas, l'administration a essayé de le révoquer par deux fois, lui supprimant son traitement et les allocations familiales pendant deux ans, lui refusant et l'allocation de chômage et un reclassement à titre d'handicapé. Pendant ces deux ans, la famille a été réduite à la famine ; les enfants en bas âge n'ont eu pendant un temps QUE DE L'EAU SUCREE POUR TOUT REPAS : ils ont même du être placés à l'assistance publique !

CODER MARSEILLE : NOUVEAU SUCCÈS DES TRAVAILLEURS

Après plusieurs jours de grève, les électriciens du chantier des voitures S.N.C.F., ont obtenu satisfaction. Quatre heures de « boni » par jour pour chacun d'entre eux, et abandon du projet de la direction d'introduire le système de « fiches », qui aurait abouti à des salaires multiples et incontrôlables, et à une exploitation encore plus intense.

La direction de Coder s'est empressée de donner satisfaction à ces travailleurs, comme elle l'avait fait, peu de temps auparavant, pour les équipes d'entretien, ce qui est fort instructif. Ces messieurs sentent que la « plaine est sèche », qu'une étincelle pourrait y met-

Pendant ces deux ans, M. Yvorra et sa famille ont du engager procès sur procès, devant des juges tout acquis à l'administration. Rien n'a été épargné à la famille : procès interminables et ruineux, démarches inutiles, menaces d'expulsion, saisies d'huissiers ! Et un haut fonctionnaire a osé lui dire qu'il n'avait « qu'à se jeter dans la Seine » !

Les autorités saisies de l'affaire se renvoient la balle : le ministère de l'intérieur a « transmis le dossier » au ministre du travail, de l'emploi et de la population. Le Président de la République Pompidou a « transmis le dossier » à Monsieur le chef du service central des rapatriés. Le président du conseil général des Alpes-Maritimes se décharge sur un député de la circonscription. Pour « examen de requête », le dossier a été transmis au ministère des affaires sociales, etc.

Quant aux syndicats, la C.G.T. qui avait été saisie la première de l'affaire, n'a abouti absolument à rien, et ses responsables ne savent que lever les bras au ciel dès qu'on leur parle de cette affaire. La C.F.D.T., elle, n'a su faire que des délégations « en haut lieu », et naturellement, n'a abouti à rien non plus.

Camarades, ce n'est pas votre pitié, mais votre SOLIDARITE ACTIVE que la Commission Ouvrière vous demande de manifester. Le cas de M. Yvorra n'est pas isolé, IL S'AGIT D'UNE LUTTE ENTRE EXPLOITEURS ET EXPLOITES QUI VOUS CONCERNE TOUS !

TOUS ENSEMBLE, EXIGEONS :
— La reconnaissance de l'accident comme accident de service.
— Le paiement des indemnités dues.
— La réintégration de M. Yvorra à un poste moins pénible.

La Commission Ouvrière Départementale pour la formation des Comités de Base.

tre le feu, et que dans ces conditions, il faut savoir « donner du mou ».

L'attitude des syndicats C.G.T. et F.O., demandant aux travailleurs des autres chantiers de ne pas se mettre en grève (voir notre numéro précédent), n'en est que plus déplorable, quelque soit le dévouement des militants de base et même de certains délégués honorables.

Une fois de plus, les organisations syndicales se sont employées à éteindre le feu.

Mais elle n'y parviendront pas toujours, car on ne trompe pas tout le monde tout le temps.

NIMES : LA FERMETURE DES PANTALONS "LE TORO"

Les journaux de la région de Nîmes nous ont appris que les établissements Enfoux (pantalons « le Toro ») fermaient leurs portes.

Que s'est-il passé en vérité ? Le patron du Toro a effectivement déposé son bilan, jetant ainsi sur le pavé 630 ouvriers et ouvrières, du jour au lendemain et cela sans préavis ni indemnité d'aucune sorte ; seul le bruit courait que l'affaire était reprise par une firme parisienne qui réembaucherait parmi le personnel de la fabrique, évidemment sans aucun des avantages anciens.

Devant le fait accompli, la colère était grande parmi le personnel et les membres du syndicats C.G.T. La riposte ne devait pas attendre. Ainsi, les dirigeants de base sont allés à l'U.D., pour voir ce qu'on pouvait faire. Les responsables de cet organisme « prirent les choses en main ». Il faut, dirent-ils, mettre le maire dans le coup, et le préfet aussi ! Les placer devant leurs responsabilités ! Le lundi suivant, soit 4 jours après la fermeture, on se rendit donc chez ces notabilités. Le maire répond qu'il ne peut pas faire grand chose, le préfet non plus d'ailleurs : on peut, à la rigueur, pousser un nouveau patron à embaucher au maximum, mais, que voulez-vous, en cas de faillite, la loi ne l'oblige pas à réembaucher tout le monde !

Le syndicat du « Toro » qui, dès le début, avait voulu organiser la riposte des travailleurs, décide de passer à l'action et d'appeler les travailleurs du Gard à la solidarité par voie de presse. Ils vont aussi voir la section de P.«C.»F. de Nîmes, pour mettre le plus de forces possibles de leur côté. A la section, on leur propose une seule solution : réunir les licenciés et leur proposer d'adhérer au P.«C.»F. Quant à l'action... on va y réfléchir.

Alors, écoeurés, sans soutien, les militants syndicaux décident de jouer leur va-tout et de faire une manifestation : l'U.D., qui a déjà fait patienter avant cette action un certain temps, demande d'attendre encore le lundi suivant (soit plus de 10 jours après les licenciements) pour la « préparer »... et elle la « prépare » en demandant aux syndicats puissants de la région (mineurs d'Alès, Cheminots, Hospitaliers) d'envoyer une délégation (4 ou 5 personnes, cela suffira !).

Hélas, pendant tous ces longs jours passés en parlottes et délégations, le patron n'a pas perdu son temps, il a envoyé des lettres de réembauche à un certain nombre de licenciés (sans trop de précisions sur les conditions...) et la combativité a, bien sûr, beaucoup diminuée. Le lundi, à 18 h 15, la manifestation rassemble 2 à 300 personnes et finit devant la Bourse du Travail par l'inévitable « motion » destinée « à mettre les pouvoirs publics devant leurs responsabilités ».

Voilà comment 200 ouvriers et ouvrières, délégués syndicaux et syndiqués actifs, restent jusqu'à présent chômeurs. Voilà comment U.D., C.G.T. et P.«C.»F. défendent les travailleurs ! Depuis quand une « action » ainsi menée, aboutit-elle à un succès ?

On aurait pu attendre autre chose de la part de « véritables défenseurs des ouvriers » :
1) Quand les bruits couraient qu'il y allait avoir compression du personnel (15 jours avant la fermeture), c'était le rôle de l'U.D. d'aider le syndicat de base, un peu incécis, à préparer la riposte éventuelle, en mobilisant d'avance le personnel de l'usine.

2) L'U.L. et l'U.D. avaient pour rôle de mettre au courant tous les syndicats pour que la riposte soit rapide sur tout le département.

3) Le rôle de la section du P.«C.»F. de Nîmes était de mobiliser tous ses militants pour la propagande et l'action contre les licenciements.

4) Dès la faillite déclarée, c'était le rôle de l'U.D. d'accourir pour aider la section syndicale à occuper l'usine (seule riposte vraiment offensive devant une telle fermeture) et populariser l'action dans tout le département pour organiser la solidarité.

5) Au lieu de la repousser, l'U.D. devait organiser, au plus vite, une manifestation et y faire venir en masse les travailleurs d'une région où les licenciements se multiplient, et conduire la manifestation à la Préfecture et non à la Bourse du Travail (ainsi que l'ont crié les li-



cienciés après lecture de la « motion ».

Voilà ce qu'on pouvait attendre de véritables organisations de la classe ouvrière : l'action ainsi menée aurait permis de mobiliser les plus larges masses, de dénoncer la politique des patrons et de l'Etat des monopoles, politique d'exploitation à outrance et de chômage.

Pourquoi U.D.-C.G.T. et P.«C.»F. n'ont-ils pas agi ainsi ? Parce que les dirigeants de ces deux organisations suivent depuis longtemps une ligne de collaboration de classe. Ils ne luttent que dans le cadre de la légalité bourgeoise, légalité qui ne permet, dans le meilleur cas, que d'aménager le régime capitaliste, contre lequel ils prétendent lutter, et non d'en sortir.

Ce qui vient de se passer au « Toro » confirme ce que les marxistes-léninistes, tous les vrais communistes, n'ont jamais cessé de dire. Que seule l'action des masses peut faire reculer patronat et gouvernement.

Que les parlottes au sommet n'ont jamais rien apporté à la classe ouvrière.

Que nous ne devons compter que sur nos propres forces pour mener le combat qui nous mène au socialisme.

Suivant ces principes, les marxistes-léninistes, dans la mesure de leur force, ont popularisé l'action du syndicat de base du « Toro » auprès des autres ouvriers, ont commencé l'explication des causes du chômage en régime capitaliste (voir H.R. n° 50) et continueront à porter le drapeau de la lutte, tombé des mains des faux défenseurs des ouvriers.

Vive la lutte classe contre classe !
Vive le marxisme-léninisme !
Vive le socialisme libérateur !
Uu ouvrier M.-L. du Gard.

LA LUTTE A LA G. S. P. D'ALBERT

A la G.S.P. d'Albert, s'est déroulée une lutte qui est très significative pour nous. Elle permet de mettre en présence deux conceptions du combat contre les patrons, contre les capitalistes.

La première conception est celle des dirigeants C.G.T., la deuxième est celle des travailleurs de la base qui veulent en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme et qui se sont regroupés dans les Conseils Ouvriers.

Les camarades des Conseils Ouvriers n'étant pas directement dans cette usine, nous ne parlerons pas de la façon dont la lutte s'est déroulée dans l'usine, nous ne sommes pas des donneurs de leçons. Nous analyserons plutôt la manière dont la solidarité a été organisée.

Pourquoi faut-il apporter notre solidarité aux travailleurs en lutte ? Parce que chaque mouvement engagé contre le patronat doit être victorieux, parce que chaque coup porté aux exploités doit leur faire mal. Pour un ouvrier, la grève c'est dur ; c'est pourquoi il faut soutenir à fond chaque mouvement pour que cela coûte encore plus cher aux patrons.

COMMENT S'EST ORGANISEE LA SOLIDARITE ?

— Par la C.G.T. : C'est très simple, l'U.L. d'Albert et l'U.D. de la Somme n'ont rien fait pour populariser le mouvement.

— Par les Conseils Ouvriers d'Albert et d'Amiens : Informés de la lutte des ouvriers de la G.S.P., vu que ce mouvement était très juste (parité des salaires d'Albert avec ceux de Paris-Courbevoie, Chateaudun) vu les formes de lutte de classes employées : mouvement parti de la base, occupation de l'usine le jour et la nuit, piquet de grève, nous avions décidé d'apporter notre soutien :

1) Information de la population : Puisque la C.G.T. ne s'en occupait pas, nous avons pris cette tâche en main. Plus de 300 affiches ont été collées à Albert et à Méaulte. Un tract rédigé en commun par différentes organisations progressistes et révolutionnaires (les Conseils Ouvriers, l'U.N.E.F. et l'Humanité Rouge) a été distribué à Albert. Ces affiches et ces tracts étaient un appel à la solidarité et une réponse aux mensonges diffusés par les vermines fascistes des C.D.R.

2) Le Ciné-Club Octobre : A la demande du Conseil Ouvrier d'Amiens le Ciné-Club Octobre est allé voir les délégués de la G.S.P. pour leur proposer de passer aux travailleurs en lutte un beau film progressiste : « Le Sel de la Terre ». Ce film retraçant une grève victorieuse des mineurs mexicains était tout indiqué pour renforcer la combativité des grévistes. Les délégués C.G.T. contactés étaient contents de cette initiative ; ils dirent : « Pour une fois que les travailleurs d'Albert pourront voir un film les concernant ! ». Mais, car il y a un mais, ces délégués allèrent consulter les bonzes qui ont fait savoir aux camarades du Ciné-Club Octobre que ce film allait passer à Albert, que les responsables syndicaux y seraient invités.

Conclusion : les travailleurs n'ont pas vu ce film, car quand le Ciné-Club d'Albert l'a projeté, la grève était terminée, et surtout l'U.L.-C.G.T. d'Albert n'a fait aucune propagande sérieuse pour ce film. Il fut même difficile à quelques ouvriers qui n'étaient pas responsables syndicaux de se procurer une invitation. A la projection, il y avait une dizaine d'ouvriers seulement dans la salle en plus de l'habituel public intellectuel !

3) La solidarité matérielle : En deux jours les Conseils Ouvriers et le Ciné-Club Octobre ont collecté environ 680 F pour les grévistes de G.S.P. Cet argent a été versé à M. Leclercq de l'U.L.-C.G.T. d'Albert. C'est là que vous allez pouvoir juger le degré de trahison de ces messieurs les réformistes.

Voilà ce qu'on nous a dit :

« Le mouvement s'est arrêté parce que les ouvriers en avaient assez ». C'est le contraire de ce nous ont dit les travailleurs de la base que nous avions vu.

« Nous n'avons rien obtenu, mais nous avons une promesse de négociation pour le 6 mars, et là, on verra ! » C'est se foutre de la gueule du peuple ; alors que les travailleurs qui occupent l'usine sont en position de force puisqu'ils ont les machines sous la main, c'est là qu'il faut exiger que le patron lache son augmentation ; et on voudrait nous faire croire que deux ou trois bonzes réunis avec le patron autour du tapis vert de la table de négociation obtiendront quelque chose au moment où les travailleurs sont démobilisés.

ROUBAIX : LA PARTICIPATION A AUCHAN

Nous publions ci-dessous l'article d'un travailleur des super-marchés AUCHAN, à Roubaix, où l'exploitation est particulièrement sauvage (publié dans « Oser Lutter », organe de lutte populaire de Rou-

baix). Cet article dénonce encore une fois la « participation », et montre ce qu'elle recouvre en fait : l'oppression fascisante dans les entreprises, la misère organisée, le paternalisme puant.

Le patron des super-marchés AUCHAN a fait dire dans les journaux qu'il va partager l'argent qu'il gagne, avec les vendeuses et les ouvriers qu'il emploie. Voici sa manière de partager :

— La moitié du magot pour moi tout seul — qui ne fait rien ;
— autant pour tous les autres réunis — qui bossent toute la journée.

Nous savons que cette déclaration est utopique et ne sert qu'à inculquer aux travailleurs le fameux esprit « auchan ». En réalité, la fameuse participation « auchan » ne sera qu'une infime partie du bénéfice impossible, car de cette fameuse moitié qu'« auchan » gueule bien haut qu'il va donner aux salariés, il oublie volontairement de dire qu'il va en déduire d'immenses pourcentages (rémunération des capitaux, récupération de la partici-



pation de l'année précédente bien que les ouvriers n'aient encore rien reçu, la loi exigeant que les fonds soient bloqués 5 années, etc...)

De plus, la miette du gâteau qui va rester, sera distribuée en fonction de l'importance du salaire, ce qui veut dire que ce seront les ca-

Les patrons ne sont pas si bêtes : ils ne reculent que devant la force des travailleurs en lutte, et non devant les demandes bien gentilles de quelques permanents réformistes qu'ils n'ont pas pour longtemps à amadouer.

« Il ne faut pas abuser de la solidarité : si on donne de l'argent à un travailleur en grève depuis quelques jours, il va se démobiliser et aller au café ! » Nous savons que ces messieurs les dirigeants syndicaux « responsables » étaient tombés bien bas, mais à ce point, c'est un comble !

Autre chose encore : Alors qu'ils distribuait le tract dont nous avons parlé plus haut, un jeune camarade a été agressé par trois C.D.R. Pas de chance pour eux, ils ont été coincés un peu plus loin et ils ont reçu la leçon qu'ils méritaient par les Camarades des Conseils Ouvriers. Face à cela que font les bonzes de la C.G.T. ? Appellent-ils à la riposte de masse contre la vermine fasciste ? Non, ils publient dans le COURRIER PICARD un communiqué honteux où ils dénoncent les « extrémistes de tous bords » qui « veulent politiser la grève ». Evidemment ils ne font rien contre les fascistes, alors que ceux qui s'opposent à la montée du fascisme dans notre pays sont pour eux des « provocateurs gauchistes ». N'insistons pas, les travailleurs jugeront et sauront voir où sont leurs vrais défenseurs !

QUE CONCLURE DE TOUT CELA ?

1) Il faut ouvrir les yeux, Camarades et dénoncer ceux qui se prétendent les défenseurs de la classe ouvrière en parole et qui se montrent les défenseurs de la bourgeoisie en actes.

2) Il faut isoler ces traîtres car, si la tête est pourrie, l'énorme majorité des militants trompés sont nos frères de classe et désirent sincèrement la fin de l'exploitation capitaliste.

3) Il faut oser lutter, oser vaincre, et pour cela, rompre avec les réformistes et rejoindre les Conseils Ouvriers ou Comités de Base en vue de la reconstruction d'une grande centrale syndicale révolutionnaire, unitaire, comme l'était la C.G.T.-U. d'autrefois, et la C.G.T. d'avant-guerre, du temps où les dirigeants ne s'enfonçaient pas dans le bourbier de la collaboration de classes.

AMIENS : UN FLIC DU PATRON

Dans une grande boîte du bâtiment à Amiens, pour ne pas la nommer l'entreprise HERBET, sévit un triste individu que nous ne nommerons pas, les ouvriers du bâtiment le reconnaîtront !

Son travail n'est pas tellement de construire des logements, mais de surveiller les ouvriers pour que son maître, le patron, puisse continuer à se remplir les poches. Pour cela tous les moyens sont bons. Voyons un peu lesquels :

— Les coups de gueule, pour ça il est fort, il crie et insulte l'ouvrier à longueur de journée ;

— Quand ça ne va pas à son gré, et quand il a bu plus que d'habitude pour affirmer son autorité, il licencie tout simplement sans savoir si la victime a des gosses ou non, ça il s'en moque ;

— Sa spécialité, c'est de ne pas payer les heures supplémentaires, alors pour compenser il achète des litres de rouge. Voyons donc, le patron a soin de ses ouvriers, ils ont soif, donnons leur à boire, pendant ce temps, ils ne penseront pas à revendiquer.

Et puis, c'est si facile après quand les ouvriers se révoltent de les accuser d'ivrognerie !

Pourtant dans cette entreprise il existe un syndicat C.G.T., le plus important de la ville pour le bâtiment. Mais que fait-il contre ce chef, organise-t-il les travailleurs pour qu'ils puissent défendre leur dignité bâfoyée, pour améliorer leurs conditions de travail ? NON !

Les ouvriers du bâtiment sauront s'organiser comme d'autres travailleurs de la ville et du département en Comité de Base rattaché au Conseil Ouvrier pour mener la lutte contre le patron et ses chefs-flics, lutte que ne mènent plus les dirigeants syndicaux, trop occupés à aller discuter avec le patron dans un bureau bien chauffé alors que leurs camarades se gèlent sur les échafaudages.

A BAS LES LAQUAIS DU PATRON ! TRAVAILLEURS DU BATIMENT ORGANISONS-NOUS !

Un vieux travailleur du bâtiment.

EXTRAIT DE « DRAPEAU ROUGE » BULLETIN DU CONSEIL OUVRIER D'AMIENS

voir un salaire particulièrement élevé (personnellement, je le compare aux SS des camps de concentrations nazis). Alors ?

A qui rapporte et à qui sert la fameuse participation Auchan ? Certainement pas à la classe ouvrière, mais au gouvernement, au patronat et aux sbires qui sont à leur solde. Un travailleur. AUCHAN.



MARSEILLE Parc Kallisté : Les exploiters reculent. L'unité à la base et dans l'action annule une expulsion!

Au mois de février les capitalistes de la société Anonyme Immobilière Kallisté menaçaient, dans une circulaire, tous les locataires pour un retard d'un mois : la population ripostait par une manifestation et créait le COMITE D'ACTION ET DE DEFENSE DES HABITANTS DE KALLISTE (voir H.R. n° 47).

Maintenant, la date légale des expulsions (le 15 mars) est arrivé, la S.A.I. passe aux actes :

Une mère de famille avec un bébé de 19 mois doit être expulsée ; plusieurs dizaines d'expulsions devraient suivre. Cette femme, au chômage (licenciée par son patron à la suite d'une maladie) ne peut travailler parce qu'il n'y a pas de crèche à Kallisté et parce que donner son enfant à garder reviendrait à ne travailler que pour ça.

Immédiatement le COMITE D'ACTION ET DE DEFENSE riposte :

— Samedi 14 mars : par un tract et des prises de parole devant chaque bloc qui appellent la population à s'opposer à l'expulsion d'une mère de famille et dénonce les seuls responsables : la Société Anonyme Immobilière (S.A.I.).

— Dimanche 15 mars : par un meeting suivi d'une manifestation, bannière en tête, à travers les bâtiments aux cris de « opposons-nous aux expulsions ». Des ouvriers interviennent : ils parlent du combat qu'ils mènent dans leurs entreprises, ils font part de leur expérience, appellent à s'organiser pour la lutte : « dans les entreprises, comme dans nos logements, un seul ennemi le patron, les capitalistes ! », « Notre force c'est non pas le respect d'une loi de brigands, faites par et pour des brigands, mais l'action de masse, l'unité à la base et dans l'action », « les exploiters ne sont qu'une poignée nous sommes une multitude... », « Tous unis nous vaincrons ».

— Lundi 16 mars : en popularisant la lutte dans les entreprises voisines (hôpitaux, chantiers du bâtiment, départ des cars de Sud-Aviation) et dans les entreprises où travaillent des ouvriers locataires à Kallisté, sur le thème « Soyons solidaires contre le même adversaire : au logement et au travail même combat ! ».

L'accueil est favorable les ouvriers d'un chantier du bâtiment promettent de débrayer et de venir soutenir la population le jour de l'expulsion.

Un service de surveillance continu est mis en place en s'appuyant sur les ménagères comme force principale.

Nous apprenons dans la journée que l'expulsion aura lieu vendredi 20 mars « avec le concours de la force publique ».

— Mercredi 18 mars : la police inquiète de notre mobilisation manœuvre et « laisse entendre » qu'elle ac-

corde 15 jours de sursis. Par ailleurs, elle continue ses provocations contre les jeunes de la cité, elle fouille des voitures pour chercher le « haut-parleur ».

— Jeudi 19 mars : un nouveau tract appelle les habitants de Kallisté, des H.L.M. voisins, des quartiers de St-Antoine et Notre-Dame-Limite, des entreprises voisines à se mobiliser pour le vendredi 20 mars, jour de l'expulsion. Partout des prises de parole ont lieu.

TRACT DE JEUDI

NE LAISSONS PAS EXPULSER UNE MERE ET SON BEBE DE KALLISTE.

Demain, vendredi 20 mars, à partir de 7 h 30, une mère de famille avec un bébé de 18 mois, au chômage, licenciée par son patron à la suite d'une maladie, doit être expulsée du Parc Kallisté.

Malgré l'intervention du Comité d'Action et de défense des habitants de Kallisté, la Société Anonyme de Kallisté refuse de lui signer un nouveau bail, alors qu'il y a 180 appartements de libres.

C'est la Société Anonyme de Kallisté qui est responsable si cette femme ne peut pas travailler, car il n'y a pas de crèche à Kallisté.

HABITANTS de Kallisté-Granière, N.-D. Limite, Saint-Antoine et des H.L.M. ;

OUVRIERS des entreprises du quartier : ne laissons pas jeter à la rue cette mère de famille.

Son cas peu devenir le nôtre et celui de chacun d'entre nous.

Notre force sera notre solidarité, notre unité d'action et notre détermination.

Empêchons, par notre présence, un acte aussi inhumain, faisons échec à ceux qui ont un portefeuille à la place du cœur.

Vendredi 20 mars, à partir de 7 h 30, tous devant le 19, Parc Kallisté.

TOUS DEVANT LE 19, PARC KALLISTE POUR EMPECHER L'EXPULSION D'UNE MERE DE FAMILLE.

TOUS UNIS A LA BASE ET DANS L'ACTION.

Le Comité d'Action et de Défense des habitants De Kallisté-Granière.



7 h 30, les habitants commencent à se rassembler.

— Vendredi 20 :

Dans la nuit les militants du C.D.H.R. Kallisté ont badigeonné les murs du quartier des mots d'ordre : « UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION », « TOUS UNIS CONTRE LES EXPULSIONS » ; S.A.I. = VOLEURS (société Anonyme Immobilière Kallisté).

7 h 30 : La population du Parc Kallisté soutenue par les habitants des H.L.M. Perrin et Bourelly commence à se rassembler devant l'immeuble de la mère de famille qui doit être expulsée : il en sera ainsi toute la journée jusqu'à 18 h 30. Sans arrêt les « bigophones » circulent entre les blocs du Parc Kallisté, des H.L.M. Perrin et Bourelly, ils mobilisent la population, appellent à l'unité d'action.

Sur place les conversations vont bon train, on fait connaissance, on apprend que les mêmes problèmes se posent à Perrin et Bourelly que la base doit se créer un Comité d'Action et de Défense. Les mères de famille sont les plus décidées, plus on avance dans la journée plus la combativité grandit, plus l'unité du peuple travailleur se renforce.

8 h : Des flics en civil viennent rôder. Ils sont vite repérés, des cris de « volaille » les signalent, ils se dépêchent de foutre le camp.

14 h : Les flics provoquent : une voiture arrive, immédiatement les bigophones entrent en action, malgré quelques insuffisances d'organisation, un nombre important de locataires se précipitent et viennent renforcer le piquet. Les flics devant notre mobilisation repartent... ils étaient, paraît-il venu parce qu'un chien avait mordu quelqu'un...

14 h 30 : Une exigence commence à grandir il faut d'aujourd'hui qu'un nouveau bail soit signé.

Une délégation va exiger une entrevue pour 17 h 30 au gérant de la S.A.I. : il refuse.

16 h : Premier recul de la S.A.I. : le gérant cède, et accepte de recevoir une délégation du Comité à 18 h.

18 h : Pendant que la délégation se rend au siège de la S.A.I. un meeting a lieu tirant les leçons de la journée. Il est clair qu'il n'y aura pas d'expulsions de la journée : la police

et la S.A.I. n'ont pas cessé de reculer depuis le matin.

18 h 30 : Un délégué revient. Le gérant refuse de reconnaître le Comité... il refuse de signer un nouveau bail. Immédiatement le meeting décide d'occuper les locaux de la S.A.I. : on se précipite, les responsables de la S.A.I. sont retenus dans leur bureau, les travailleurs, les ménagères femmes de travailleurs, les jeunes leur cracheront pendant trois quart d'heure à la figure leur haine de classe. Ceux restés dehors manifestent.

19 h 15 : Ça y est, les fiers à bras, les petits dictateurs se dégonflent, ils cèdent et signent un nouveau bail. Grâce à l'action des masses la loi bourgeoise est mise en échec, cette mère de famille ne sera pas jetée à la rue. Dehors la joie éclate, on crie, on applaudit. C'est le moment qu'un car de flics jusque-là stationné aux environs choisit pour arriver.

Les manifestants se rassemblent devant la porte de la S.A.I. pour empêcher les flics de pénétrer. Quelques jeunes partent en courant, les flics leurs partent après l'un d'eux ouvre le feu à trois reprises (une douille de 7/65 a été retrouvée et les impacts de balle photographiés). Finalement ils réussissent à emmener un jeune employé de la R.A.T.V.M. et pour se dégager foncent dans la foule avec leur car, l'un d'entre eux déguène à nouveau. Immédiatement ce n'est qu'un cri : « A BAS LA REPRESSION ». On se prépare à descendre en masse au commissariat, des bureaux de la S.A.I. on téléphone aux flics. Réponse : « ... il n'y a jamais eu personne dans le car (le jeune a été « lâché » en route).

C'est donc par une victoire totale et par une prise de conscience de la fascisation que se termine la journée. Une journée intense de lutte unie à la base et dans l'action. Les exploiters ont reculé, ils n'ont plus l'initiative. Les travailleurs ne laisseront pas perdre la leçon de cette action.

Déjà les femmes, à l'avant-garde du combat toute la journée d'un Comité de femmes, les jeunes sont déjà en train de s'organiser.

Au Parc Kallisté, à Marseille, l'unité de combat du peuple travailleur se renforce, les exploiters reculent.

C.D.H.R. Kallisté.



CHYPRE : Les impérialistes intriguent Les peuples auront le dernier mot !

Le dimanche 8 mars, l'hélicoptère de l'archevêque Makarios est l'objet d'un attentat, et l'archevêque-premier ministre échappe de peu à la mort.

Immédiatement, l'enquête s'oriente vers les milieux chypriotes de la droite nationaliste, partisans de l'ENOSIS (union avec la Grèce), mais hostiles au régime des colonels d'Athènes.

Dix personnes sont arrêtées, et l'ancien ministre de l'intérieur, Polykarpos Gheorgadjis, placé en garde à vue, essaie de s'enfuir sur le Liban. Il est arrêté à l'aéroport, le 12 mars, et « reconduit » à son domicile. Puis, le dimanche 15 mars, après avoir reçu un coup de téléphone, il quitte son domicile en voiture, vers 20 heures, accompagné d'un officier de police, son ancien garde de corps au temps de la lutte armée contre l'occupant britannique.

Selon les déclarations de ce dernier, ils seraient tombés dans une embuscade tendue par deux hommes, dont l'un serait officier de l'armée fasciste grecque, stationné dans l'île de Chypre. Les fascistes grecs démentent. Quoi qu'il en soit, Gheorgadjis est mort assassiné. Quant au parti révisionniste chypriote AKEL et aux syndicats contrôlés par lui, il ne se manifeste pas, sauf par des protestations verbales ou écrites, lorsque — de plus en plus souvent — ses permanences sont l'objet d'attentats et ses militants assassinés. Makarios, lui, essaie d'amadouer les fascistes grecs. Il y a trois semaines, il avait fait interdire le film « Z », offensant pour MM. Papadopoulos et Cie... Quelques jours après, les hommes de main de ces messieurs le tiraient comme un perdreau. Dieu étant cette fois avec l'archevêque, celui-ci, plus chanceux que son ancien ministre, s'en est tiré... Jusqu'à la prochaine rafale.

Le gouvernement turc et la minorité turc chypriote, voient d'un mauvais œil ces préparatifs d'un « Anschluss » de Chypre par les fascistes grecs. Les autorités d'Ankara, appuyées par les révisionnistes soviétiques, se déclarent hostiles à toute modification du statu-quo dans l'île.

Tous les éléments d'une nouvelle crise chypriote sont donc en place.

Derrière le gouvernement fasciste d'Athènes, se profile l'ombre de l'impérialisme yankee. Celui-ci, préoccupé par la montée de la lutte anti-impérialiste en Turquie, le rapprochement des dirigeants turcs avec les révisionnistes soviétiques et la faiblesse croissante du gouvernement Makarios à Chypre, paraît avoir choisi de soutenir

à fond les fascistes grecs, jusques et y compris l'annexion de Chypre.

La rupture avec la Turquie et la sortie éventuelle de celle-ci de l'OTAN, n'émeuvent pas, outre mesure, l'administration Nixon.

La Turquie est devenue peu sûre. Militaires et diplomates américains s'y font lapider dès qu'ils se hasardent dans la rue, les bannières étoilées sont utilisées pour faire des feux de joie. Les bases yankees en Turquie devenues moins « utiles » depuis que l'U.R.S.S. est devenue un Etat social-impérialiste, sont pratiquement désaffectées. Les rivalités soviéto-yankees sont actuellement moins déterminantes que leur commune hostilité à la montée révolutionnaire au Moyen-Orient. Par contre, le maintien du régime fasciste en Grèce et des bases de l'OTAN à Chypre sont vitales. En effet :

1) La chute du régime Papadopoulos risquerait de déclencher un processus révolutionnaire imprévisible et qui pourrait ne pas se limiter à la Grèce.

2) Le renforcement de la main-mise fasciste à Chypre et la plus sûre garantie de maintien des bases de l'OTAN. Et le maintien de celles-ci est nécessaire en tant que « porte-avions inculcables » à proximité des côtes des pays arabes et de la tête de pont impérialiste d'Israël.

L'administration Nixon pense que le gouvernement réactionnaire turc est plus préoccupé de se défendre contre son propre peuple que de s'opposer aux menées fascistes à Chypre. Elle compte aussi sur les révisionnistes russes pour « retenir » la Turquie, et sur les révisionnistes chypriotes pour faire le lit de la réaction militariste, comme leurs homologues l'ont fait en Iran en 1953, en Irak en 1963, au Brésil en 1964, en Grèce enfin en 1967. Un nouvel « équilibre » entre requins impérialistes paraît donc se dessiner en Méditerranée Orientale. S'il se réalisait, impérialistes yankees et sociaux-impérialistes russes accroîtraient, l'un et l'autre, leur domination sur les peuples de la région.

Mais les révolutionnaires grecs, turcs et chypriotes, avec à leur tête les marxistes-léninistes, déjoueront ces plans.

Pour les peuples de la méditerranée Orientale, la question n'est pas de choisir entre Nixon et Brejnev, par Papadopoulos, Demirel et Makarios interposés. Elle est de balayer les uns et les autres, afin d'instaurer une Grèce et une Turquie socialistes et fraternelles, qui trouveront alors au problème de Chypre une solution équitable et libératrice.

FINLANDE : Le cadavre puant de la « Démocratie avancée »

Il y a quatre ans, le parti révisionniste finlandais faisait son entrée au gouvernement bourgeois, en compagnie des émules locaux du P.S.U. (les « simonites, du nom de leur leader Simonen).

A l'époque, l'« Humanité » avait consacré à l'événement une série d'articles au ton triomphant. Le retour des « Communistes » au gouvernement en Finlande (il y avait eu des ministres communistes jusqu'en 1948), préfigurait ce qui se passerait en France, « si les républicains », etc... etc...

La presse bourgeoise, le « Monde » notamment, avait donné un son de cloche plus réaliste. En 1966, le capitalisme finlandais subissait une grave crise économique : stagnation de la production industrielle, déclin des exportations, inflation. Le gouvernement aurait à prendre des mesures draconiennes, en vue de faire supporter aux travailleurs le poids du « redressement » de l'économie, avec les risques que cela impliquait sur le plan social.

La meilleure garantie contre une réaction populaire mettant en danger l'économie capitaliste, n'était-ce pas la participation du P.C. finlandais au gouvernement ? Solidaire des décisions prises par celui-ci, il userait de la confiance que le peuple travailleur avait encore en lui, — et au besoin de la contrainte de son appareil, — pour « faire avaler » à la classe ouvrière la pilule amère que lui préparait la bourgeoisie finlandaise.

Quatre années se sont écoulées. Mais le peuple finlandais n'a pas attendu quatre années les effets de la « démocratie avancée ». A peine au pouvoir, le gouvernement P.C. — social démocratie — Parti du Centre a présidé au blocage des salaires, laissé les prix monter en flèche, augmenté les loyers, pendant qu'une vague de chômage sans précédent depuis la guerre se développait. Aussi n'est-il pas étonnant qu'aux élections générales des 15 et 16 mars, les révisionnistes finlandais et leurs pâles comparses sociaux-démocrates de « gauche » aient enregistré un recul brutal : les révisionnistes tombent de 22 % à 18,2 % et les sociaux-démocrates de « gauche », qui avaient obtenu 2,6 % en 1966, disparaissent pratiquement (moins de 0,3 % !)

A la campagne, les petits paysans, ont été sévèrement touchés par les mesures économiques du précédent gouvernement, mais aucun parti prolétarien n'était là pour leur donner une perspective révolutionnaire. Aussi, n'est-il pas surprenant que leur juste condamnation de la démagogie des gros agrariens, du parti du centre et de la trahison révisionniste, n'ait pu déboucher que sur la montée spectaculaire du « parti des petits paysans », dirigé par l'agitateur fascisant Vennamo.

Que va-t-il se passer maintenant ? Les dirigeants sociaux-démocrates et centristes n'ont pas caché qu'ils souhaitaient la reconduction de la coalition avec les révisionnistes.

On les comprend ! La situation économique de la Finlande ne cesse de s'aggraver, mais la classe ouvrière s'est réveillée, et comment ! La dernière période a été marquée par une vague de grèves dites sauvages, à la faveur desquelles le prolétariat finlandais a arraché d'importantes concessions aux patrons et à l'état capitaliste. Face à la prévisible montée des luttes populaires, il n'y aura pas trop de l'union de tous les chiens de garde du capital, révisionnistes compris, pour tenter de sauver la vacillante bourgeoisie finlandaise.

Aux communistes français honnêtes qui accordent encore quelque crédit à la ligne traîtresse de la direction du P.C.F., les marxistes-léninistes disent : « Regardez la Finlande ! En quatre années de participation au gouvernement, le P.C. Finlandais a-t-il fait avancer le peuple finlandais d'un seul pouce vers le socialisme ? Ou ne l'a-t-il pas fait reculer ? »

Aux anti-impérialistes trompés par l'expérience finlandaise, les marxistes-léninistes disent : « La coalition bourgeoise-révisionniste finlandaise n'a jamais émis à l'O.N.U. un seul vote hostile aux colonialistes portugais, aux racistes sud-africains, aux colonels grecs, au gang rhodésien de Jan Smith, imitant en cela la France gaulliste et pompidolienne ».

En Finlande, la « démocratie véritable », tarte à la crème des révisionnistes de tout poil, n'est plus qu'un cadavre puant.

Les communistes finlandais authentiques, s'unissant sous la bannière du marxisme-léninisme et de la pensée Mao Tsé-toung, sauront prendre la tête des masses populaires pour débarrasser la scène politique de ce cadavre, et balayer ainsi la domination de la bourgeoisie capitaliste.

R. D. V. (suite de la page 8).

2. Le gouvernement de la république démocratique du Vietnam a toujours été et restera soucieux de maintenir des relations d'amitié et de bon voisinage avec le royaume du Cambodge sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique, des accords de Genève de 1954 sur l'Indochine et dans le respect réciproque des intérêts des deux parties. Il a toujours respecté l'indépendance, la souveraineté, la neutralité et l'intégrité territoriale du royaume du Cambodge dans ses frontières actuelles.

« Le gouvernement de la république démocratique du Vietnam apprécie hautement la politique de Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'état du Cambodge, qui vise à maintenir et à développer les relations d'amitié et de bon voisinage avec le Vietnam et qui répond aussi aux aspirations du peuple Khmer.

3. C'est pourquoi le gouvernement de la république démocratique du Vietnam estime que les questions soulevées par les parties intéressées seront réglées dans l'intérêt de l'amitié vietnamo-khmère.

« Dans le souci de contribuer à l'élimination des entraves dans les relations entre les deux pays, le gouvernement de la république démocratique du Vietnam propose que les parties intéressées se rencontrent le 15 mars 1970 ou à toute autre date que la partie cambodgienne trouverait convenable. Il accrédite à cette fin le chargé d'affaires par intérim Tran van Duoc dans l'attente de l'arrivée du représentant titulaire ».

BEBEL et les 2 WILLY

La presse bourgeoise et l'ORTF ont fait le plus grand cas de « l'entrevue d'Enfurt » entre Willy Brandt, chancelier de Bonn et Willy Stoph, premier ministre de la RDA. La position de la bourgeoisie « intelligente » est assez bien résumée par cette conclusion de l'éditorial du « Monde » du 21 mars :

Une page est ainsi tournée dans l'image de l'après-guerre : imagine-t-on que les chefs de gouvernement des deux Corées, des deux Vietnams, pour ne pas parler des deux Chines, décident une rencontre de ce genre au lieu de se combattre ? C'est un exemple salutaire qu'à Enfurt l'Europe a donnée au reste du monde.

En effet, on « n'imagine pas »... Mais, puisque les révisionnistes de RDA font encore souvent référence verbale au vieux leader socialiste August Bebel, nous leur rappellerons que ce dernier disait souvent : « Lorsque la bourgeoisie m'encense, je me demande quelle bourde j'ai pu commettre ».

En réalité, il ne s'agit plus de « bourde » pour MM. les dirigeants révisionnistes de la RDA, mais de trahison consciente. Nous reviendrons plus longuement la semaine prochaine sur cet événement significatif.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN		TIRANA	
Heures de Paris	Longueurs d'onde en m	Heures de Paris	Longueur d'ondes en m
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;	6 h
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;	16 h
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;	17 h	sur 31 et 42 m ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.	19 h
		21 h
		22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
		23 h 30	sur 31 et 41 m.

LE PEUPLE KHMER ÉCRASERA LES FANTOCHES DE L'IMPÉRIALISME !

Le coup d'Etat qui a renversé le 18 mars le régime de Norodom Sihanouk au Cambodge a été organisé, — personne ne songe à le contester, — par les impérialistes américains. L'empressement avec lequel le département d'Etat U.S. a « reconnu » le nouveau régime ne constitue rien d'autre que la signature du forfait par ses auteurs.

Les manifestations anti-vietnamiennes organisées les jours précédents par le clan Khmer pro-yankee ne laissent d'ailleurs aucun doute sur les intentions de l'impérialisme et de ses laquais.

LA FAILLITE DU DOUBLE ALIGNEMENT

Sihanouk rejoint ainsi le club des chefs d'Etats « neutralistes » renversés ; N'Krumah, Modibo Keita, Sukarno, Quadros, etc... ont connu avant lui, un sort analogue.

Leur prétendu non-alignement était en fait toujours un double alignement sur l'impérialisme yankee et le social-impérialisme russe, malgré leurs tonitruantes déclarations « anti-impérialistes », destinées à tromper les masses.

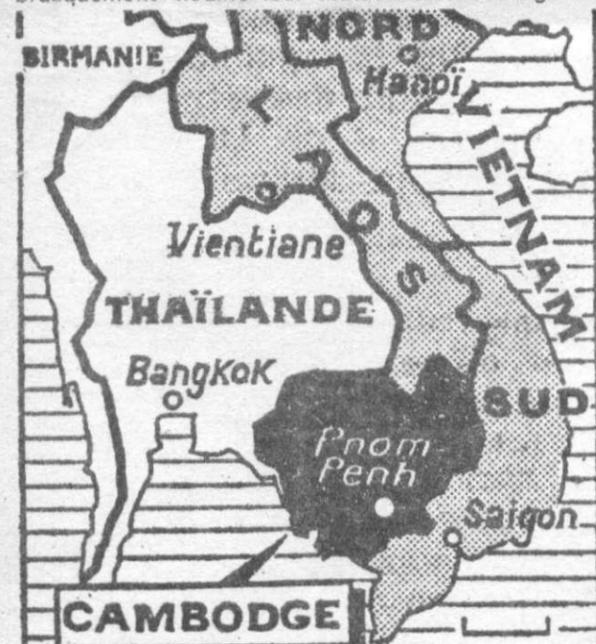
Le double alignement de Sihanouk était, il est vrai, différent, puisqu'il se situait par rapport au social-impérialisme russe et à l'impérialisme français. Mais quant au fond, il était de même nature. Conserver les structures féodales du Cambodge, tenir les masses en haleine grâce à la démagogie nationaliste...

Pendant des années, l'impérialisme yankee, faisant la balance du positif et du négatif, a pu juger préférable de subir les inconvénients de l'attitude du gouvernement Khmer plutôt que de voir le Cambodge devenir un nouveau champ de bataille où il aurait eu très rapidement à intervenir.

Les révisionnistes soviétiques et leurs homologues français ont, pendant des années pris cet équilibre instable pour une étape dans la voie pacifique vers une démocratie plus ou moins avancée, et vers le socialisme, alors qu'en fait cet équilibre ne subsistait que grâce au consentement des impérialistes yankees.

POURQUOI LE COUP D'ETAT ?

Comment alors expliquer que ces derniers aient brusquement modifié leur attitude et encouragé la



droite Khmer à prendre le pouvoir et à rallier ouvertement le Cambodge au camp des fantoches pro-yankees ?

La réponse est simple. D'abord, il y a la défaite irrémédiable de l'impérialisme U.S. au Vietnam, et la fin de la fiction « neutraliste » au Laos. Dans ce dernier pays, le gouvernement de Souvanna-Phouma, qui prit l'initiative de la violation des accords de Genève de 1962 sur le Laos, n'est encore (et pour combien de temps ?) à Vientiane que grâce à l'intervention massive des forces U.S. et des réactionnaires thaïlandais. Le néo-Lao-Haksat (mouvement de libération nationale Lao et les nationalistes patriotes, victoire après victoire, réduisent comme peau de chagrin le territoire contrôlé par Souvanna-Phouma et son « gouvernement ».

Ensuite, il y a la montée rapide de la guerre populaire, dirigée par des partis communistes marxistes-léninistes, en Thaïlande, en Birmanie, en Malaisie, en Indonésie, aux Philippines, etc... et surtout en Inde, pays de plus de 500 millions d'habitants.

Enfin, il y a la situation au Cambodge même. Le peuple Khmer, qui a lutté contre l'impérialisme français supportait de plus en plus impatiemment le joug paternaliste mais écrasant des féodaux Khmers. Dans la dernière période, la lutte armée était apparue dans la plupart des provinces.

L'impérialisme yankee, dès la première minute de son intervention au Vietnam, s'est mis dans la

situation de ce fou du proverbe chinois, qui ayant enfourché un tigre, ne peut ni y rester, ni se dégauger.

Sa défaite au Vietnam ne peut déboucher que sur une défaite dans tout le sud-est asiatique et sur l'effondrement de tous les régimes fantoches à sa dévotion.

En installant l'extrême droite au pouvoir au Cambodge, il étend le champ de la guerre populaire révolutionnaire et il creuse un peu plus sa propre tombe.

LE PEUPLE KHMER ECRASERA LES IMPERIALISTES ET LES REACTIONNAIRES

L'attitude des marxistes-léninistes et des révolutionnaires à l'égard du Cambodge a toujours été de soutenir résolument la lutte révolutionnaire des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, y compris donc celle du peuple Khmer.

Mais elle a toujours également été dictée par les nécessités tactiques de la guerre révolutionnaire anti-impérialiste au Laos et au Vietnam. Cette attitude leur a valu les sarcasmes des trotskystes et autres donneurs de leçons.

Aujourd'hui, le régime Sihanouk abattu par les impérialistes eux-mêmes, toute hypothèque est désormais levée. Au Cambodge comme ailleurs, les deux camps qui s'affrontent dans le monde se trouvent face à face ; le camp impérialiste et réactionnaire, et celui du peuple en lutte pour sa libération.

A son arrivée à Pékin, Norodom Sihanouk, que

l'adversité a rendu (pour combien de temps ?) lucide, a déclaré :

« Il n'est absolument pas dans mes intentions de chercher à retrouver le pouvoir que j'ai en fait perdu ni à conserver le titre, devenu dérisoire, de chef de l'Etat du Cambodge.

« J'affirme devant le monde entier et je jure devant mon peuple que, après la chute, qui sera inévitable dans un proche avenir, de la clique des réactionnaires d'extrême droite, lesquels des impérialistes américains, je remettrai sans délai ma démission au peuple khmer, lequel, définitivement libéré de l'oppression des bourgeois et princes féodaux et de leurs maîtres américains, aura alors la possibilité et l'entière liberté de doter notre Cambodge bien-aimé d'un régime qui prenne vraiment sa racine dans le peuple, c'est-à-dire dans la masse des paysans, des ouvriers, des autres travailleurs et des jeunes intellectuels ».

Nous serons volontiers d'accord avec cette appréciation de l'ex-chef d'état du Cambodge. L'époque des hommes providentiels et des régimes « au-dessus des classes » a fait son temps, et pour toujours.

Nous sommes aujourd'hui à l'époque des guerres révolutionnaires et anti-impérialistes.

Dans cette lutte le peuple khmer, comme les autres peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, écrasera les impérialistes et les réactionnaires, faisant du Cambodge un pays libéré du féodalisme et du néo-colonialisme.

Pékin : Déclaration de l'Agence Hsinhua

Pékin, 16 mars. — l'agence Hsinhua est autorisée à publier la déclaration suivante :

Le 11 mars, l'ambassade de la République Démocratique du Vietnam et l'ambassade de la République du Sud Vietnam au royaume du Cambodge ont été soudainement soumises à des attaques violentes. A la suite de cet incident anti-vietnamien, des rumeurs ont circulé à Phnom-Penh : « Des ressortissants vietnamiens à Pékin auraient organisé des manifestations devant l'ambassade du royaume du Cambodge en Chine, et l'auraient mise à sac ». Le 14 mars, un bulletin quotidien du « contre gouvernement » du Cambodge a aussi confirmé : « Déjà, des rumeurs circulent sans être confirmées officiellement, selon lesquelles notre ambassade à Pékin a été l'objet des manifestations. Nous souhaitons que cette nouvelle soit fautive ».

Cette nouvelle est en effet une invention. Pendant ce temps, quand des personnes sont venues s'informer à ce sujet, auprès de l'ambassade de

Chine au Cambodge, celle-ci a donné un démenti formel et a refuté ces rumeurs.

L'agence Hsinhua est autorisée à déclarer ce qui suit : les rumeurs qui ont circulé à Phnom-Penh participent d'une invention pure et simple ayant un but caché. Le 15 mars, aux premières heures, lorsqu'il a reçu Nay Valentin, ambassadeur du royaume du Cambodge en Chine, le Premier Ministre, Chou-En-Lai, a déjà signalé ce point et exprimé son inquiétude et ses regrets pour l'incident qui a eu lieu à Phnom-Penh. L'ambassadeur Nay Valentin a indiqué que l'ambassade du royaume du Cambodge en Chine et le personnel de l'ambassade sont en parfaite sécurité à Pékin.

La Chine et le Cambodge sont deux pays amis. Le gouvernement et le peuple chinois ont toujours respecté et soutenu la politique de paix, d'indépendance, de non-alignement et de maintien de l'intégrité territoriale, politique préconisée par Samdech Sihanouk, chef de l'Etat du Cambodge. Toute tentative visant à saboter les relations d'amitié entre les peuples chinois et cambodgien n'a aucune chance de réussir.

LA POSITION DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU VIETNAM

Hanoi, 16 mars. — L'agence vietnamienne d'information a rapporté dernièrement que le 11 courant, les ambassades de la République Démocratique du Vietnam et de la République du Sud Vietnam au Cambodge ont été soumises à des attaques et que le gouvernement de la R.D.V.N. a avancé une proposition visant à régler les problèmes entre les parties intéressées.

L'agence vietnamienne d'information a rapporté le 12 mars : « Le matin du 11 mars, des saboteurs ont mis à sac les ambassades de la République Démocratique du Vietnam et de la République du Sud Vietnam au royaume du Cambodge et ont molesté leurs personnels. Le chargé d'affaires par intérim de la République Démocratique du Vietnam et le chargé d'affaires par intérim de la République du Sud Vietnam ont rencontré le prince Norodom Phurissara, ministre des affaires étrangères du Cambodge, pour protester contre ces actes des saboteurs. Ils ont souligné que ces actes vont à l'encontre de la politique de Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'état, portent préjudice à l'amitié entre les peuples et les gouvernements du Cambodge et du Vietnam, sont contraires au droit international et ne servent qu'aux impérialistes américains agresseurs.

L'agence vietnamienne d'information a rapporté le 13 mars : « Selon des informations de sources étrangères en provenance de Paris, Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'état du Cambodge, s'est montré profondément attristé devant les actes de violence des saboteurs contre les ambassades de la R.S.V.N. et de la R.D.V.N. ».

L'agence vietnamienne d'information a rapporté le 14 mars : « Tran van Duoc, chargé d'affaires par intérim de la R.D.V.N. au royaume du Cambodge, s'est rendu aujourd'hui au ministère des affaires étrangères cambodgien auquel il a souligné encore une fois le caractère extrêmement grave de la provocation et de la mise à sac le 11 courant par des saboteurs, et a transmis la proposition du gouvernement de la R.D.V.N. concernant le règlement des problèmes entre les parties intéressées.

Tran van Duoc a déclaré :

1. Le gouvernement de la République Démocratique du Vietnam prend acte des regrets exprimés par le gouvernement royal du Cambodge relatifs à l'incident survenu le 11 courant à l'encontre des sièges et des membres de l'ambassade de la République Démocratique du Vietnam, de sa représentation commerciale et de l'agence vietnamienne d'information à Phnom Penh. En soulignant l'extrême gravité de cet incident, il demande encore une fois au gouvernement royal de punir les coupables, de dédommager la partie vietnamienne des dégâts qui lui ont été causés à cette occasion, et de prendre à temps toutes les mesures nécessaires pour empêcher le retour de pareils actes, créer les conditions pour le fonctionnement normal de son ambassade, de sa représentation commerciale, de l'agence vietnamienne d'information, garantir la sécurité du siège et des membres de ces organismes, et garantir la sécurité de la personne et des biens des ressortissants vietnamiens résidant au Cambodge conformément aux droits et usages internationaux.

(Suite page 7)